

Le pouvoir et l'urgence dans la crise écologique

🌐 inprecor.fr/le-pouvoir-et-lurgence-dans-la-crise-ecologique

Martín Lallana, Júlia Martí

May 30, 2026



Militants écologistes. DR.

[Stratégie](#)

numéro

[744 - mai 2026](#)

L'urgence de la crise globale du capitalisme, notamment du fait de la crise écologique, est indéniable. Y répondre nécessite une vision claire de la question du pouvoir et de la transition vers une autre société.

La situation est sans ambiguïté : nous sommes au bord d'un désastre climatique irréversible [1](#). En 2025 nous avons déjà dépassé sept des neuf limites planétaires [2](#). Cela a pour effet fondamental l'accélération et l'aggravation de toute la crise écologique. Les records d'émissions globales de CO₂ et leur concentration dans l'atmosphère sont battus chaque année. Tant que le robinet est ouvert, le débit ne réduira pas. On a pu observer récemment que la capacité d'absorption des émissions de CO₂ des océans se réduisait [3](#). Le même phénomène s'observe pour les forêts : en 2023 et en 2024 la déforestation et les méga-feux ont réduit les

absorptions de carbone des forêts au plus bas [4](#). En Finlande, les forêts n'agissent plus comme pièges à carbone mais comme source de carbone [5](#) !

Dans le même temps, la chute de la biodiversité atteint une ampleur catastrophique. Depuis 1970, la population d'animaux sauvages a chuté de 73 % [6](#). Presque un million d'espèces sont menacées d'extinction. La diminution du nombre d'insectes est déjà en train de réduire la production alimentaire. Elle est accompagnée de l'utilisation massive d'engrais chimiques dans l'agro-industrie qui est en train d'épuiser la fertilité des sols cultivables.

Le chaos mondial

De plus, nous ne pouvons pas analyser l'urgence écologique de manière isolée : celle-ci se produit dans un contexte socio-économique et géopolitique mondial instable. L'invasion de l'Ukraine, le génocide en Palestine, les interventions étatsuniennes en Amérique latine, les tensions dans la Mer de Chine méridionale, les révoltes, les coups d'États et les guerres pour les ressources en Afrique, etc., décrivent un désordre mondial. Mais d'un autre côté, l'essor des migrations, des inégalités, l'augmentation du coût de la vie, la droitisation de la société, la répression et la violence (qui ont un impact bien plus important sur les personnes racisées, les femmes, les personnes LGBTQIA+, les activistes, etc.) montrent une série d'urgences accumulées, et dans une large mesure interconnectées, auxquelles nous devons répondre. Même si l'on détourne les yeux, tout ceci continue à se produire. Toujours plus vite, toujours plus grave, toujours plus irréversible. Mais la prise de conscience ne se transforme pas mécaniquement en action contre la catastrophe en cours. La véritable dispute sur la crise écosociale n'est pas le débat scientifique mais la question du pouvoir. C'est dans cette perspective que se situe la réflexion que nous voulons aborder dans cet article : sur le pouvoir et l'urgence.

La question de l'urgence

Dans un tel contexte, les doutes se développent logiquement concernant la stratégie politique à adopter afin de répondre au mieux à l'urgence de la crise écologique. En effet, les échéances pour mettre en place les immenses transformations nécessaires sont d'à peine une à deux décennies. Les conséquences de l'inaction sont de plus en plus catastrophiques. Par conséquent, le manque de certitudes stratégiques donne lieu à des réponses variées, qui partagent la conscience de l'urgence mais adoptent des approches différentes et bien souvent, contradictoires. Nous analyserons celles exerçant une certaine influence dans le contexte de l'État espagnol.

Les intellectuels du « progressisme vert » espagnol ont récemment insisté sur la question des temporalités pour justifier leur projet politique. Emilio Santiago affirme

qu'aucun frein à la décarbonisation n'est admissible et que la gauche ne peut plus s'arrêter à des excuses idéologiques comme les inégalités ou les bénéfices des grandes entreprises privées [7](#). José Luis Rodríguez revendique l'importance d'établir une alliance avec la frange verte du capital [8](#). Xan López considère que la gauche doit en finir avec ses dogmes et agir dans le capitalisme tel qu'il est pour renforcer la démocratie libérale verte [9](#). César Rendueles défend que l'actualité de la crise écologique transforme l'héritage du marxisme en fantaisie morbide et politiquement catastrophique [10](#).

Tous insistent sur le même point : il n'est pas réaliste d'espérer la chute du capitalisme pour dépasser la crise climatique. Et à partir de cette position, ils en appellent à un pragmatisme vert qui choisit la gestion verte de l'existant. S'il y a quelques années ils justifiaient cette voie en arguant qu'elle s'inscrivait dans l'air du temps ; ils le justifient maintenant comme la seule voie face à la montée du fascisme fossile.

Du côté des mouvements sociaux, même si la vitalité des mobilisations climatiques pré-pandémie n'a pas été retrouvée, on en a hérité la radicalisation de certains secteurs militants. Des collectifs comme Extinction Rebellion ou Futuro Vegetal ont utilisé les tactiques de désobéissance civile pour attirer l'attention sur l'urgence de la situation. Le mouvement français Les Soulèvements de la terre jouit également d'une influence croissante dans les groupes écologistes autonomes et de défense du territoire. Ceci a mené à l'apparition subite des *Revoltes de la Terra* en Catalogne. Sans oublier les révoltes paysannes dans toute l'Europe, et qui, malgré le fait que leurs revendications ne soient pas toujours écologiques, mettent cependant en évidence les symptômes de cette crise.

Des membres du collectif portugais *Climáximo* interrogent les stratégies actuelles des mouvements depuis le prisme de l'urgence [11](#) et critiquent la manière dont la plupart des organisations multiplient les esquives concernant cette question. Ils considèrent que ni construction progressive d'un pouvoir et d'une organisation communautaire, ni les mobilisations de masses, ni les revendications concrètes et réalistes ne répondent correctement à l'urgence de la crise. En même temps, ils alertent sur le fait que l'ampleur de la menace a bien trop souvent pour réponse le renoncement à la lutte pour le pouvoir et le retranchement vers des projets locaux. Ils affirment que « *si l'on veut planifier le démantèlement du capitalisme dans les délais imposés par le changement climatique, nous avons besoin d'une théorie du changement et d'un modèle d'organisation qui soient compatibles avec cette tâche* ».

Ils insistent sur l'importance de renforcer l'écosystème des mouvements et organisations engagées dans la rupture révolutionnaire. La proposition est que les organisations se positionnent dans l'état d'esprit d'une guerre face à l'urgence

climatique : toute stratégie, tactique et processus interne doit être efficace, doit recourir à des formations rapides et doit être souple.

Pour les « progressistes verts », toute prise de position idéologique sera perçue comme contraire à tout projet révolutionnaire. Ils s'opposent aux positions anticapitalistes, synonymes selon eux d'obstacles à la résolution de la crise écologique, bien que les résultats de leur pragmatisme soient toujours invisibles. De plus, la façon trompeuse dont ils envisagent l'urgence pour imposer leur projet politique fait beaucoup trop écho au fameux « *il n'y a pas d'alternative* », qui légitime des solutions antidémocratiques et oublie que, sans les individus les plus touchés par cette crise écosociale, nous ne pourrions déclencher les processus radicaux qui sont nécessaires aux transformations ambitieuses dont nous avons besoin.

Si l'on peut se reconnaître dans certains des positionnements de Climáximo, leurs conséquences ne pourront être qu'un excès de volontarisme. Dans la pratique, on peut constater que le choix d'une intensification rapide de la lutte brouille le contexte concret des mouvements et des dynamiques locales qui les traversent. Si la radicalisation reste une conséquence positive de l'urgence, la réalité des mouvements sociaux continue à être bien trop fracturée et dans l'incapacité d'interpeller de larges couches de la société.

On peut ainsi observer des propositions utiles pour la réorganisation et le renforcement des mouvements, mais sans proposition claire pour résoudre la question du pouvoir. Par la suite, nous tenterons d'esquisser notre réponse à la crise écosociale. Nous signalerons quelques lacunes de la pensée écosocialiste et développerons nos réflexions sur le pouvoir et sur l'urgence face à la crise écosociale.

Fertiliser la pensée écosocialiste

Les débats sur la crise écologique dans la pensée marxiste débutent durant la seconde moitié du 20^e siècle. Plus d'un demi-siècle de pensée écosocialiste a laissé un héritage précieux et a joué un rôle important autant dans les organisations marxistes que dans le mouvement écologiste. Mais reconnaître cet héritage ne nous empêche pas pour autant de reconnaître et de signaler certaines limites que ces réflexions ont pu avoir.

Dans la majorité des cas, la pensée écosocialiste s'est concentrée uniquement sur la partie écologique du débat. Certaines questions centrales du marxisme n'ont pas été abordées selon ce prisme : sur l'État, la crise et l'organisation ou la transition, de sorte que les apports de cette pensée doivent être complétés par d'autres écoles de pensée marxiste. Malheureusement, un tel puzzle ne génère pas un résultat

satisfaisant et cohérent. C'est précisément à cet endroit que la pensée écosocialiste doit se fertiliser. La même question apparaît dans la question des temps politiques. Il existe un riche héritage de débats sur les temps politiques, l'organisation et la stratégie dans le marxisme. Mais une relecture écosocialiste de ce dernier est toujours devant nous.

La réflexion sur les temps politiques et l'organisation du marxisme remonte aux débats à l'intérieur de la II^e Internationale et du parti social-démocrate allemand (SPD). Eduard Bernstein défendait le parlementarisme comme une longue marche vers la conquête progressive du pouvoir. Pour Karl Kautsky, la révolution se résumait à la modification du rapport de forces au sein de l'État et à la croissance des masses ouvrières. C'est ainsi qu'il misait sur une accumulation passive des forces, afin « d'avancer patiemment sur les chemins du pouvoir jusqu'à ce que le pouvoir tombe comme un fruit mûr ». Ces conceptions plaçaient le parti dans un rôle de pédagogue qui cultive et organise la classe laborieuse.

C'est ce que Walter Benjamin accusa de résignation historique¹². La social-démocratie allemande prenait le parti d'un temps *homogène et vide*, un temps de progrès mécanique sans crises ni ruptures. Une temporalité sans événements. Pour Benjamin, ce parti pris avait endormi la vigilance révolutionnaire face aux menaces. Dans sa conception, le temps stratégique de la politique n'est ni linéaire ni vide : c'est un temps discontinu, décousu et fracturé, rempli de nœuds et de faits imprégnés de sens.



Le parti n'est pas un pédagogue qui emmagasine des forces patiemment mais un opérateur stratégique qui réagit avec agilité à la conjoncture. Il doit être toujours prêt à l'imprévu et préparer tous les fronts.

La plus significative des ruptures fut celle formulée par Lénine au travers de deux apports fondamentaux : sa notion de crise révolutionnaire et sa conception du parti. Pour le révolutionnaire russe, le parti n'est pas un pédagogue qui emmagasine des forces patiemment mais un opérateur stratégique qui réagit avec agilité à la conjoncture. La révolution doit se préparer en construisant une organisation capable d'agir dans des circonstances extrêmes, sans être paralysée au moindre défi. C'est en cela que le parti doit toujours être prêt à l'imprévu et préparer tous les fronts. Comme le décrit Daniel Bensaïd, la politique de Lénine est une politique de l'impatience [13](#). La politique du temps brisé de la stratégie léniniste est un temps rythmé par la lutte et interrompu par la crise. Dans ce temps brisé, le parti agit comme boîte de vitesses de la révolution.

Ces débats offrent-ils une réponse satisfaisante au problème de l'urgence de la crise écologique ? Il serait malhonnête de répondre de façon affirmative. Même si c'est séduisant, on ne peut pas les appliquer mécaniquement au problème des temps politiques de la crise écologique.

Pouvoir, crise et transition

Nous tenterons d'esquisser notre réponse via trois approches : celle du pouvoir, celle de la crise et celle de la transition.

En premier lieu, aborder la question de la prise du pouvoir nous semble fondamental dans un contexte où les mouvements écosociaux l'éludent constamment. Que ce soit sous l'influence du mouvement autonome, par crainte du réformisme, ou simplement par impuissance et incapacité à imaginer des scénarios de rupture, on ne conçoit pas de relation avec l'État qui ne repose pas soit sur une logique de pression et de revendications, soit, au contraire, sur une confrontation qui ne vise pas à transformer le pouvoir, mais simplement à l'affaiblir.

Nous avons besoin d'évoquer la question de comment transformer l'État au regard de l'urgence. Car l'idée selon laquelle nous n'avons pas le temps de mener de grandes transformations et qu'il vaut donc mieux s'adapter et trouver un compromis nous conduit dans une impasse où le capitalisme continue de fonctionner comme si de rien n'était. Éluder ce défi et se concentrer exclusivement sur la construction d'espaces autonomes suppose également d'abandonner les outils d'intervention dans l'économie qui sont nécessaires et urgents.

Ceci étant dit, que signifie prendre le pouvoir pour un projet écosocialiste dans une démocratie libérale occidentale ? La conception de crise révolutionnaire de Lénine se basait sur la dualité du pouvoir et sur une campagne politico-militaire de renversement de l'appareil de domination étatique. Ce modèle est difficilement applicable dans les pays où existe une société civile robuste et établie dans les profondeurs de la société, où l'État exerce une forte hégémonie et jouit d'une forte légitimité.

Dans ces territoires, les débats de l'Internationale Communiste formulèrent d'autres modèles : le gouvernement ouvrier et l'approche transitoire [14](#). L'on y observait comment la radicalisation sociale de la classe laborieuse se traduisait d'abord par l'aspiration réformiste à un gouvernement démocratique qui répondît aux revendications défendues. Dans ces conditions, l'accès au gouvernement par le biais des urnes par des forces socialistes peut remplir un rôle provisoire et transitoire. Cependant, ce gouvernement devra affronter le sabotage économique des capitalistes, à un sentiment d'impuissance et un découragement croissant, ainsi qu'à une dynamique croissante des conflits de classes. D'où l'approche transitoire : ce gouvernement peut jouer un rôle de pont, mais se doit de dépasser la politique réformiste et renforcer la radicalisation.

Gouvernement ouvrier, contre-pouvoirs et programme de transition

De plus, dans un contexte de crise écosociale, le succès de cette stratégie dépendra particulièrement de la capacité à construire des institutions de contre-pouvoir. Ces institutions sont fondamentales pour renforcer les classes populaires dans un

contexte d'appauvrissement et de recrudescence des violences. Mais elles auront aussi à créer une autonomie et à désarmer les chantages du capital, en plus de construire des expériences de construction du pouvoir qui ne passent pas par la délégation – caractéristiques des démocraties libérales –, et à faciliter la radicalisation et le débordement des cadres.

L'instauration d'un gouvernement transitoire avec de fortes structures de contre-pouvoir est une hypothèse qui se transpose facilement en période de crise écologique. Il n'est pas nécessaire de croire en l'abolition du capitalisme à l'échelle mondiale durant la prochaine décennie pour adopter une stratégie révolutionnaire : des revendications transitoires qui font progresser significativement la transition écologique peuvent parfaitement être développées par un gouvernement ouvrier – on entend la « classe ouvrière » au sens large – qui arrive électoralement au pouvoir dans un moment de radicalisation sociale. La nationalisation des entreprises de l'énergie, une réforme agraire agroécologique, l'extension massive des transports en commun, une réduction drastique du temps de travail, la régularisation des personnes exilé·es, l'expropriation des logements appartenant à des entreprises et à des fonds d'investissements ou la fin de la privatisation de la santé. Ces interventions vont rencontrer limites et sabotages, et le renforcement de la stratégie de rupture sera la seule réponse possible. D'un point de vue pragmatique, s'il y a bien une chose que nous apprend le 20^e siècle, c'est qu'un programme réformiste significatif n'a été efficace que lorsque la révolution était une menace crédible.

Des réponses socialistes aux crises

En second lieu, quels sont les effets de la crise et des mobilisations sociales ? Dans le temps brisé de la crise écosociale, il s'agit d'éléments centraux, apparaissant de façons variées. Sur le plan économique, nous savons que pendant la prochaine décennie, nous ferons face à une nouvelle crise économique. L'accumulation capitaliste est en mauvaise santé et, depuis les années 70, le Nord Global connaît une crise tous les dix ans. Bien loin des analyses gauchistes, elles ne représentent pas une étincelle favorable aux explosions révolutionnaires. En période de crise, les capitalistes rétablissent leurs taux de profit et renforcent leur domination sur la classe laborieuse. Les crises ne sont pas le symptôme d'épuisement catastrophique, elles revitalisent l'accumulation capitaliste.

Ståle Holgersen défend l'idée que l'écocialisme ne peut ni échapper, ni ignorer les crises [15](#). Afin d'éviter de reproduire sans fin les mêmes recettes keynésiennes restaurant la compétitivité et la rentabilité du capital, nous devons préparer des stratégies et des programmes socialistes contre la crise. Nous avons besoin de plans d'action concrets pour la gestion immédiate de la crise, afin de minimiser les dégâts sociaux et d'appliquer une politique de classe aux moments du choc. Il s'agit

essentiellement de se préparer à l'accélération de la lutte des classes, au moment où, inévitablement, elle entre en conflit avec le profit et la propriété privée. Les structures de contre-pouvoir des classes populaires joueront alors un rôle-clé, tout comme la capacité à articuler des stratégies qui parviennent à transformer l'état d'esprit généré par la nouvelle situation en changements réels.

Crises sociales et crise de direction

D'un autre côté, il y a les mobilisations sociales. Elles se développent indépendamment de la crise économique. La dynamique du siècle dernier positionnait en général le conflit comme précédant la crise. Joshua Clover défend que la forme à travers laquelle s'exprime la lutte des classes dans notre période est l'agitation [16](#) qu'il définit comme une forme d'action collective qui lutte pour « figer les prix » des biens du marché, et mobilise toujours plus de personnes exclues du marché du travail salarié. Il observe les luttes de masse pour le prix du carburant et des transports en France, au Brésil, au Mexique ou en Haïti. En examinant un phénomène similaire, Vincent Bevins réalise le bilan amer des mobilisations massives de la décennie 2010-2020 [17](#). Des mouvements en Tunisie, en Égypte, en Turquie, au Brésil, en Corée du Sud et au Chili, il conclut que ces actions ont permis de créer des vides politiques, mais qu'elles ont été incapables de profiter des situations révolutionnaires. Alors que les mobilisations de masse, sans direction, n'avaient pas la capacité de prendre le pouvoir, les élites économiques organisées ont su profiter de la vacance du pouvoir pour renforcer leur position.

Les crises, les émeutes et les manifestations de masse sont trois phénomènes qui se produiront dans les années à venir. Ce sont des événements qui fractureront le temps politique. L'urgence écologique est directement liée à notre capacité à intervenir à ces moments-là. Si nos organisations se retrouvent bloquées ou marginalisées, nous aurons perdu une décennie que nous ne pouvions pas nous permettre de perdre. De plus, il est possible que ces événements prennent une tournure contre-révolutionnaire : Richard Seymour décrit, à travers le concept de « nationalisme du désastre », comment l'extrême droite exploite les catastrophes, réelles ou inventées, pour élargir et radicaliser sa base sociale [18](#), en orientant les aspirations et les émotions dans une direction réactionnaire, en proposant des fantasmes violents comme exutoire à la frustration sociale. Se préparer à intervenir dans les crises et les soulèvements exige d'élargir notre base, de renforcer nos alliances, mais surtout d'être capable de lire la réalité sociale pour anticiper et construire des issues émancipatrices aux frustrations.

Quelles actions concrètes ?

Enfin, quelles sont les conquêtes nécessaires à une transition écosocialiste, à partir de la situation actuelle ? D'un côté, les Soulèvements de la Terre ont popularisé le concept de désarmement comme stratégie défensive pour désarticuler et freiner les infrastructures qui nous dirigent vers l'effondrement [19](#). Cette stratégie gagnante a su marquer le débat public et freiner certains méga-projets – même s'il faudrait aborder certains débats tactiques sur les formes, le type d'infrastructures à attaquer et les conséquences sur la classe laborieuse pour pouvoir étendre cette stratégie. D'un autre côté, Kai Heron, Keir Milburn et Bertie Russel défendent la construction d'outils de propriété publico-communautaire dans des secteurs clés de la reproduction [20](#) comme le soin, le logement, l'énergie ou l'alimentation. Cela donne naissance à un cadre institutionnel qui s'appuie sur l'engagement populaire pour répondre aux besoins sociaux et limiter la domination du capital. Ces outils ne sont pas le résultat d'une révolution écosocialiste, mais une approche pour construire un pouvoir populaire et avancer dans la transition écologique. Un projet concret et réalisable dans lequel peuvent converger des forces organisées.

Les conquêtes écosocialistes doivent combiner ce double mouvement destituant-constituant opérant sur les nouvelles formes d'organisation de l'économie et de la société. Améliorer les façons de les combiner pour favoriser leur alimentation réciproque et non leur opposition.

Dans ce cas, nous voyons comment un projet organisationnel écosocialiste peut répondre à l'urgence de la crise écosociale. La consolidation et l'expansion d'institutions de contre-pouvoir, capables d'imposer des revendications transitoires au niveau national, peuvent se comprendre comme la conquête d'outils qui répondent en même temps aux besoins sociaux et à la nécessité d'affaiblir la domination du capital. L'articulation dialectique des processus de luttes sociales et de victoire électorale peut apporter une réponse à l'urgence écosociale. La transformation urgente et l'objectif de faire gagner en puissance les outils populaires ne sont pas des projets en l'air, ils doivent faire concrètement partie de la stratégie de mobilisation des forces révolutionnaires.



Manifestation à Valladolid contre la gestion des récents incendies à Léon, Zamora, Palencia et Salamanque. Photo Miriam Chacon (Ical)

Écosocialisme et barbarie

Les débats sur le pouvoir, la crise et la transition apportent quelques réponses au problème de l'urgence. Les organisations révolutionnaires écosocialistes doivent réagir avec souplesse à la conjoncture, elles doivent avancer des revendications transitoires, élaborer un programme pour affronter les crises, intervenir dans les mouvements sociaux et construire des outils de transition qui satisfassent les besoins sociaux. Elles doivent également utiliser le gouvernement ouvrier comme pont entre les aspirations populaires et l'horizon de la rupture. Tout ceci est lié à la période de crise écologique.

Nous partons d'une conviction : il n'y a pas de raccourcis, mais chaque victoire partielle que nous arrachons possède son importance. Il n'y a de raccourcis ni dans les moyens, ni dans la fin – la prise du pouvoir politique par la classe laborieuse. Mais nous devons cependant entre-temps mener à bien des transformations gigantesques. Il est improbable qu'un programme écosocialiste soit achevé avant les délais fixés pour une réduction drastique du CO₂. Il est probable également qu'un programme réformiste pragmatique n'y arrive pas plus car, entre autres, nous sommes déjà en train de dépasser des points de non-retour dangereux.

C'est pourquoi l'expression éculée d'« écosocialisme ou barbarie » se doit d'évoluer en « écosocialisme dans la barbarie ». Ou plutôt, comment construire l'écosocialisme

au travers de la barbarie. Nous ne sommes pas face à un scénario du tout ou rien. Nous sommes face à un scénario volatile, toujours plus catastrophique et dans lequel il n'y a pas de futur certain. Nous devons éviter les pires dénouements et c'est pour cela que nous devons renforcer notre pouvoir. Nous savons que la lutte des classes va s'intensifier et que l'organisation populaire sera l'unique possibilité pour obtenir une victoire et éviter les retours en arrière.

C'est essentiel. Comme nous le disions, l'extrême droite est en train de gagner la bataille du leadership de la frustration vers une radicalisation réactionnaire. Ne pas l'inclure dans notre analyse serait une terrible erreur. La propagation sociale des positions réactionnaires et racistes annule toute avancée partielle de la transition écologique. La réponse populaire à la Dana (dépression isolée en haute altitude) au País Valencià²¹ en offre un exemple. Les personnes impliquées le savent parfaitement : ce qui a déterminé la capacité à répondre à cette situation, c'est l'existence de structures populaires antérieures. En leur absence, la conjonction des catastrophes climatiques et d'une extrême droite forte détruira les liens de solidarité dans les communautés et le mal-être se radicalisera dans le pire des sens.

Tout comme les crises et les explosions sociales, nous pouvons être certains que ce type de catastrophes et d'attaques de l'extrême droite se produiront dans un avenir proche. Voilà pourquoi une organisation écosocialiste qui prend au sérieux l'urgence de la situation doit se préparer à répondre. Une défaite nous ferait perdre des années que nous ne pouvons pas nous permettre de perdre.

Février 2026

- ¹
William J. Ripple et collaborateurs, "The 2025 state of the climate report: a planet on the brink" (Le rapport sur l'état du climat en 2025 : une planète au bord du gouffre), *BioScience*, Volume 75, n°12, 2025.
- ²
Planetary Boundaries Science (PBScience), 2025, *Planetary Health Check 2025*. *Potsdam Institute for Climate Impact Research* (Bilan de santé de la planète 2025. Institut de recherche sur les impacts climatiques de Potsdam), Potsdam, Allemagne.

- [3](#)
Müller, Jens D., Gruber, Nicolas ; Schneuwly, Aline, etc. “Unexpected decline in the ocean carbon sink under record-high sea surface temperatures in 2023” (Baisse inattendue du puits de carbone océanique alors que les températures de surface de la mer atteignaient des niveaux records en 2023), Nat. Clim. Chang, 2025.
- [4](#)
Nancy Harris et Melissa Rose. “World’s Forest Carbon Sink Shrank to its Lowest Point in at Least 2 Decades, Due to Fires and Persistent Deforestation” (Le puits de carbone forestier mondial a atteint son niveau le plus bas depuis au moins deux décennies, en raison des incendies et de la déforestation persistante), World Resource Institute, 24 juillet 2025.
- [5](#)
Natural Resources Institute Finland. 2025. “Preliminary greenhouse gas inventory results for 2023: Forest land has turned into an emission source because the carbon sink of trees no longer cover emissions from forest soil” (Résultats préliminaires de l’inventaire des gaz à effet de serre pour 2023 : les terres forestières sont devenues une source d’émissions, car le puits de carbone constitué par les arbres ne compense plus les émissions provenant des sols forestiers).
- [6](#)
[WWE, *Rapport Planète Vivante*, 2024.](#)
- [7](#)
Emilio Santiago Muíño (2024), “El cronómetro ya es la brújula: por un frentepopulismo climático” (Le chronomètre fait désormais office de boussole : pour un populisme climatique), Critic. Emilio Santiago Muíño est anthropologue climatique et conseiller pour les député·es de la communauté autonome de Madrid et pour le Congrès des député·es de l’État Espagnol (NdT).
- [8](#)
José Luis Rodríguez (2024), “¿Qué es una alianza? Apología de la incomodidad” (Qu'est-ce qu'une alliance ? Éloge de l'inconfort), *Corriente Cálida*.
- [9](#)
Clemente Álvarez, Xan López, “No es realista esperar a la abolición del capitalismo para superar la crisis climática” (Il n'est pas réaliste d'attendre l'abolition du capitalisme pour surmonter la crise climatique), *El País*.

- [10](#)
Cesar Rendueles (2025), “La extinción del marxismo (el marxismo político ante la crisis ecosocial)” (La fin du marxisme (le marxisme politique face à la crise écosociale)), *Cuaderno digital de cultura*.
- [11](#)
Mariana Rodrigues et Sinan Eden (2025), *All In: a revolutionary theory to stop climate collapse*.
- [12](#)
« Paris, capitale du XIXe siècle », Walter Benjamin, 1939.
- [13](#)
[Daniel Bensaid \(2013\), « La politique comme art stratégique ».](#)
- [14](#)
Martín Mosquera (2023). “Lecciones desde lejos: frente único y gobierno obrero en la Internacional Comunista” (Leçons de loin : front unique et gouvernement ouvrier au sein de l'Internationale communiste), *viento sur* n°186.
- [15](#)
Ståle Holgersen (2025). *Against the Crisis: Economy and Ecology in a Burning World* (Face à la crise : économie et écologie dans un monde en feu), Verso.
- [16](#)
Joshua Clover (2025), *Disturbio. Huelga. Disturbio. La nueva era de los levantamientos* (Émeute. Grève. Émeute. La nouvelle ère des soulèvements).
- [17](#)
Vincent Bevins, *Si ardemos. La década de las protestas masivas y la revolución que no fue* (Si nous brûlons. La décennie des manifestations de masse et de la révolution qui n'a pas eu lieu.), Capitán Swing, 2025.
- [18](#)
Richard Seymour, *Disaster Nationalism: The Downfall of Liberal Civilization*, Verso (2024).
- [19](#)
Stathis Kouvelakis, « Les Soulèvements de la Terre : composition et stratégie de l'action de masse », *Contretemps.eu* (2023).

- [20](#)

Kai Heron, Keir Milburn et Bertie Russell, *Radical Abundance. How to Win a Green Democratic Future*, Pluto (2025).

- [21](#)

[« Espagne. La tempête parfaite », Manuel Garí Ramos, 18 décembre 2024.](#)